

Les nouvelles de septembre 2021

version imprimable

Le philosophe Baudouin de Bodinat, qui écrit, dans « Au fond de la couche gazeuse » : « par la disponibilité continuelle de se joindre, on n'a plus à se sentir seul lorsque l'autre personne est absente quelques jours ou semaines ; on n'a plus l'idée en fait de penser à elle, dans cet espace vide où résonnerait son absence (...) ; l'autre alors sans aucune présence à l'intérieur de soi, tout aussi absent de l'imagination que s'il était là. Et l'on a peu à se raconter finalement à son retour, ce qui fait toujours cette déception : on n'aura même jamais été seul.

Dans son dernier ouvrage, Hervé Krief, qui s'était fait connaître avec la publication de *Internet ou le retour à la bougie*, n'hésite pas à argumenter contre cette idée. L'absence de l'autre n'est pas forcément joyeuse, mais n'est-elle pas parfois nécessaire ? Ne faut-il pas « accepter que, si nous sommes ici, nous ne sommes pas ailleurs » ? Selon l'auteur, cela « nous aide à prendre la mesure de notre condition humaine ».

<https://refuser-compteur-linky.fr/plus-jamais-seul%2%b7e/>

« Qu'une pandémie déclenche chez des responsables politiques attachés à l'État de droit la même réaction — limiter les droits des citoyens et accorder plus de pouvoirs au ministère de l'intérieur et à ses agents — que des attentats terroristes suggère qu'un certain mode de pensée se généralise : face à une menace quelconque, l'État identifie la population comme une entité hostile et suspecte ».

<https://www.monde-diplomatique.fr/2021/09/KEMPF/63458>

« Le fait qu'on soit une société à ce point informatisée sur le plan économique et politique et que l'on puisse sociabiliser via les réseaux sociaux a rendu les mesures de confinement drastiques. Au XIXe siècle, c'était l'apanage des régimes totalitaires. Les technologies ont rendu un tel dispositif soutenable pour les Etats. Sans le numérique, ces décisions auraient été ressenties de façon plus violente et auraient été moins facilement acceptées ».

Félix Tréguer: « Des technologies de surveillance se normalisent à l'aune de cette crise »

<https://www.letemps.ch/societe/felix-treguer-technologies-surveillance-se-normalisent-laune-cette-crise>

« Nos gouvernants ne font finalement que mettre en application ce que les patrons de Google, Eric Schmidt et Jared Cohen, réclamaient impatiemment dans leur ouvrage *The New Digital Age. Reshaping the Future of People, Nations and Business*, sorti en 2013 : « Les gouvernements doivent décider, par exemple, qu'il est trop risqué que des citoyens restent « hors ligne », détachés de l'écosystème technologique. Dans le futur comme aujourd'hui, nous pouvons être certains que des individus refuseront d'adopter et d'utiliser la technologie, et ne voudront rien avoir à faire avec des profils virtuels, des bases de données en ligne ou des smartphones. Un gouvernement devra considérer qu'une personne qui n'adhèrera pas du tout à ces technologies a quelque chose à cacher et compte probablement enfreindre la loi, et ce gouvernement devra établir une liste de ces personnes cachées, comme mesure antiterroriste. Si vous n'avez aucun profil social virtuel enregistré ou pas d'abonnement pour un portable, et si vos références en ligne sont inhabituellement difficiles à trouver, alors vous devrez être considéré comme un candidat à l'inscription sur cette liste. » https://www.piecesetmainoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1536

« le Comité pour la liquidation ou la destruction des ordinateurs (CLODO) fait par exemple parler de lui en France. Il s'agit d'un groupe anarchiste qui met à feu les équipements informatiques des grands groupes privés ou publics dans la région de Toulouse, expliquant en substance que, dans un monde saturé de rapports de domination, l'informatique ne peut être qu'un outil de plus aux mains des dominants.

Le CLODO s'inscrit ainsi dans une longue série d'actions de sabotages physiques d'ordinateurs entamées dès les années 1960 aux Etats-Unis, puis en Italie avec les Brigades Rouges ou en Belgique avec les communistes d'Action directe (...) Pour mesurer ces évolutions, il faut par exemple se rappeler que les membres d'un groupe comme le CLODO, qui provoquait pourtant des millions de francs de dommages, n'ont jamais été retrouvés ni condamnés. À l'époque, la police expliquait aux entreprises visées qu'elles n'avaient qu'à mieux sécuriser leurs installations !

La presse parlait d'eux comme des lanceurs d'alerte. »

Félix Tréguer : <https://maisouvaloweb.fr/de-limprimerie-a-linternet-contre-histoire-medias-de-felix-treguer/>

Au sommaire

- 1- **Crise sanitaire et numérisation du monde**
La société des asociaux. Le Monde Diplomatique, septembre 2021
- 2- **Sous le masque du Covid, la numérisation intégrale de la société**
Célia Izoard, Reporterre
- 3- **Le courage des oiseaux. Au sujet des sabotages d'antennes-relais dans le limousin et de leur répression**
Bulletin Attac 87, septembre 2021
- 4- **François Jarrige : « Une technique n'est jamais neutre »**
- 5- **L'agriculture malade de la technologie**
Reporterre
- 6- **Félix Tréguer: « Des technologies de surveillance se normalisent à l'aune de cette crise »**
Le Temps
- 7- **De l'imprimerie à l'internet, la contre-histoire des médias**
Félix Tréguer
- 8- **Notes de lecture. Félix TRÉGUER, L'utopie déçue : une contre-histoire d'Internet, XV e-XXI e siècle, Paris, Fayard**
- 9- **Félix Tréguer : « L'informatique accentue les rapports de pouvoir plus qu'elle n'égalise les rapports de force »**
- 10- **Quand la tech flique les Français : bienvenue dans la "technopolice"**
Journal Marianne
- 11- **Démasquons la liberté**
Cerveaux non disponibles
- 12- **L'émancipation des peuples est retombée à un niveau antédiluvien**
Cerveaux non disponibles
- 13- **LIBRE, PEINARD, SANS PORTABLE**
L'âge de faire
- 14- **Arrêtez d'éduquer, achetez une nounou connectée**
L'âge de faire
- 15- **FAUT-IL LIQUIDER LA CNIL ?**
L'âge de faire
- 16- **Passé sanitaire et impasse des libertés**
Le Monde Diplomatique, septembre 2021
- 17- **« Si une dictature sauve des vies... »**
Le Monde Diplomatique, septembre 2021
- 18- **Promesses et limites du séquençage de l'ADN**
L'eldorado de la médecine sur mesure
Le Monde Diplomatique, septembre 2021
- 19- **Arrêté pour avoir volé un compteur Linky, il évoque un « délit de solidarité ». Stéphane Lhomme est convoqué par la justice**
Capital

I- Crise sanitaire et numérisation du monde.

La société des asociaux.

Le Monde Diplomatique, septembre 2021
<https://www.monde-diplomatique.fr/2021/09/RIMBERT/63484>

(...) Du confinement au télétravail en passant par l'enseignement à distance et le passe sanitaire, les décisions des pouvoirs publics se fondent sur deux présupposés jamais discutés. Premièrement, les interactions humaines ordinaires interdites par l'état d'urgence sanitaire peuvent migrer et s'épanouir en ligne. Travailler (ceux, du moins, qui le peuvent), étudier, se divertir, consommer, communiquer, se rencontrer, se cultiver, se soigner, mais aussi se faire contrôler sur écran : la numérisation des rapports sociaux serait nécessaire puisque techniquement réalisable.

(...)

L'occasion a été gâchée. Un an plus tard, les cajoleries ostentatoires de l'exécutif vis-à-vis des personnels de soin, de ménage, d'enseignement n'auront servi qu'à affermir l'emprise d'une industrie numérique dont le cœur de métier consiste à vendre la négation même de ces rapports humains : des interactions réglées par des algorithmes et évaluées par des compteurs chiffrés.

(...)

Que des réseaux sociaux pensés par des asociaux en viennent à structurer les relations en ligne d'une moitié des habitants de la planète reflète en creux la mutilation des rapports humains, source d'une frustration insondable au sein d'un monde parcellisé, pressé, peureux. « L'autoségrégation des sociétés occidentales modernes signifie que bien des gens estiment inutile, indésirable ou bizarre de discuter avec leurs concitoyens », note l'hebdomadaire britannique *The Economist* (10 juillet 2021) à propos d'une série d'enquêtes sur l'importance d'une pratique ancestrale mais déclinante : parler avec des inconnus. Le transfert en ligne de pans entiers de la vie quotidienne au nom de la lutte contre l'épidémie accélère brutalement la tendance.

Invivable pour les publics qui la subissent, en particulier dans le secteur éducatif, cette dernière vague de numérisation ne surprend guère, tant elle prolonge et amplifie un mouvement de longue durée : le gouvernement des populations par les nombres. Jusqu'au milieu des années 2000, les liens d'amitié, d'affection, de séduction, d'attention réciproque, les sentiments de curiosité, de joie, de colère, de chagrin échappaient encore au rouleau compresseur de l'évaluation quantitative qui règne depuis le milieu du XXe siècle sur les mondes économique et militaire. Pour transformer affects et états d'âme en marchandises numériques, les génies de la Silicon Valley devaient d'abord les rendre mesurables afin d'en hiérarchiser la valeur, de stimuler les contributeurs et de produire des données personnelles. Par leur conception même, la plupart des applications permettant aux humains d'interagir en ligne placent les nombres au centre de leur système de valeurs, qu'il s'agisse d'étoiles, de pouces bleus, d'abonnés ou de petits cœurs. (...)

Cas, tests, décès, hospitalisations, occupation des services de réanimation, taux de vaccination, palmarès des morts par millions : chaque soir, un grand prêtre de la santé anonne la litanie des indicateurs dont la construction et la pertinence n'entrent en discussion que lorsqu'ils contredisent les desseins du pouvoir. Le gouvernement par les nombres fonde la légitimité de ses choix sur ces rituels répercutés en première page des moteurs de recherche et à la « une » des journaux. « Aplatir la courbe », « passer sous le seuil », « atteindre l'objectif » : scores, paramètres et tableaux de bord font insensiblement entrer la vie dans le registre du jeu à points, aiguillon classique pour discipliner la conduite des individus à souveraineté personnelle restreinte, comme à la maternelle (7).

Hypnotisé par le feu d'artifice statistique, l'humain soudain sursaute à l'idée que cette présentation d'apparence indiscutable manque — et masque — l'essentiel : l'urgence vitale de transformer une société malade dont la crise sanitaire n'est qu'un symptôme.

2- Sous le masque du Covid, la numérisation intégrale de la société.

Célia Izoard, Reporterre

<https://reporterre.net/Sous-le-masque-du-Covid-la-numerisation-integrale-de-la-societe>

Quid des changements structurels : moyens pour l'hôpital public, lutte contre la pollution, prévention des maladies environnementales ? Contre le Covid, le gouvernement a préféré tout miser sur la vaccination et le traçage numérique, rage notre chroniqueuse. Pour le bonheur des tenants des industriels de l'e-santé, de l'intelligence artificielle et de la big data.

(...)

La question est-elle celle-ci : comment limiter la mortalité et les effets les plus graves de la pandémie de Covid-19 ? Ou serait-ce plutôt : comment la France peut-elle utiliser la pandémie pour conforter son leadership technologique et économique sur la scène internationale ? En d'autres termes, la politique « sanitaire » du gouvernement (français, mais aussi israélien, chinois, etc.) est-elle une politique de santé publique ou une politique industrielle sur le front stratégique des big data et de l'intelligence artificielle ?

(...)

En matière de santé publique, dix-huit mois après le premier confinement, certaines mesures évidentes de protection et de prévention n'ont pas été prises. Contrairement au passe sanitaire et à l'usage systématique de vaccins en cours d'expérimentation, elles feraient pourtant largement consensus. Ainsi, concernant le besoin critique de moyens hospitaliers, 160 000 lits d'hôpitaux de soins de longue durée ont été fermés entre 1990 et 2017, quand le « Ségur de la santé » signé en juillet dernier projette d'en ouvrir seulement 4 000. De même, alors qu'on a très tôt établi le constat que les malades chroniques sont parmi les principales victimes du Covid, à savoir les personnes atteintes de maladies cardiovasculaires, d'obésité, de diabète, d'hypertension, de maladies respiratoires chroniques et de cancer, aucune mesure d'ampleur comme la limitation des fast-foods, la limitation des phtalates [1], l'élimination des perturbateurs endocriniens ou l'interdiction des pesticides n'a été prise. Concernant la prévention des zoonoses, sources d'explosions épidémiques, alors même que le ministère de la Transition écologique met explicitement en avant le rôle de l'élevage industriel dans l'apparition des épidémies, les installations gigantesques se multiplient dans toute la France, facilitées par la loi Asap (« Accélération et simplification de l'action publique », nommée en référence à l'expression [« As soon as possible »] « Aussi vite que possible », en français)).

(...)

Ce monde-là repose sur ce qui est présenté depuis plus de vingt ans comme la clé de la compétitivité économique, résumé par le sigle « NBIC » : nanotechnologies, biotechnologies, informatique et sciences cognitives. Face à une pandémie, il se déploie sous la forme d'une politique sanitaire exclusivement fondée sur la vaccination et le traçage numérique.

(...)

Dans des domaines qui pourraient nuire aux intérêts de l'agro-industrie, la chimie, la grande distribution, ou qui nécessitent des investissements dans des moyens humains, comme l'hôpital, aucun bouleversement à l'horizon. Il semble inimaginable de modifier les lois et les réglementations au nom de la santé publique.

En revanche, les mesures sanitaires NBIC, elles, justifient de mettre à bas toute une tradition de libéralisme politique et de soumettre la population à un degré de coercition hier impensable : présentation obligatoire d'un code QR à l'entrée de certains lieux publics, fermeture administrative pour les commerçants se refusant à trier leurs clients, licenciements d'agents publics

non vaccinés...

Si l'on peut douter que le passe sanitaire protège la santé des plus fragiles, on ne peut pas douter qu'il s'inscrit, « de la manière la plus simple et la plus numérique qui soit », dans une politique industrielle. Ses enjeux ont été clairement explicités dans le rapport Villani de 2018 sur l'intelligence artificielle : face à la concurrence des géants internationaux, il faut créer « une politique économique articulée autour de la donnée ». Le rôle de l'État est ici « la mise en place de moyens de collecte de données de qualité » afin de susciter la création de start-up et l'émergence de géants dans ce domaine. Tout particulièrement dans le secteur prioritaire de la santé. Ainsi, « l'un des rôles de la puissance publique à l'heure de l'IA [intelligence artificielle] est d'orchestrer le “monitoring” de l'ensemble du système sanitaire, c'est-à-dire d'identifier les données susceptibles d'être utilisées et d'organiser les modalités concrètes de leur collecte et de leur exploitation à des fins de santé. »

(...)

Pour résumer, l'état d'urgence sanitaire permet à l'État de remplir ses deux fonctions historiques essentielles : le maintien de l'ordre et le pilotage de la croissance économique. La protection de la santé publique ne s'y rattache que par accident, si et seulement si elle satisfait également ces deux premières conditions. La protection des libertés, elle, est le produit d'un rapport de forces. Nous devons aujourd'hui lutter pour nos libertés, ne serait-ce que pour défendre des pratiques de santé qui ne soient pas assujetties à la croissance économique, mais qui, au contraire, la combattent — car nous les savons, à terme, malheureusement incompatibles.

3- Le courage des oiseaux.

Au sujet des sabotages d'antennes-relais dans le limousin et de leur répression.

Bulletin Attac 87, septembre 2021

« [...] des brins d'herbes germeront d'une fissure dans le ciment de votre façade, vous comprendrez et par un processus aussi mystérieux et dénué de sens que la course des étoiles, vous aurez été invité à rejoindre les rangs du Comité pour l'abolition de la 5G et son monde »

CLA5GSM, Opération « voix du vent et chants d'oiseaux »,

lundi 11 janvier 2021

Pour commencer à répondre à ces questions, il suffit peut-être de relire le communiqué revendiquant le sabotage de l'antenne des Cars : il dénonce sans détour le déploiement de la 5G, en signant d'un comité qui n'est « qu'une poignée, pourchassée, terri-fiée », décidant aujourd'hui d'agir « parce que le danger est à nos portes ».

On pourra railler le lyrisme ou l'emphase de ces for-mules, mais on ne pourra pas effacer le courage des actes que leurs auteurs osent assumer en cette époque glacée.

(...)

Tu vois que pour les soutenir, pour leur permettre de perpétuer encore leurs puantes concurrences nationalistes, il faut cette machine géante de communication-surveillance qui se déploie partout sous nos regards impuissants ou complices. Cette machine : le monde de la 5G, ou l'accélération sans fin de l'enfer présent. Des objets qui tracent et observent tout, des passeports sanitaires, des terminaux individuels de connexion qui deviennent obligatoires, des applis d'État et des mouchards partout, des civilisations entières dans lesquelles les gens se surveillent mutuellement. Des antennes tous les room, des compteurs électriques qui épient des millions de foyers, des organes d'État dédiés au contrôle de la population, une ambiance orwellienne à tous les coins de rue... Comment tu comptes faire, toi, pour

t'opposer au déploiement de 40000 satellites au-tour de la Terre par quelqu'un dont la fortune est plus grande que celle de la plupart des nations ? Tu pourras faire quoi, toi, quand on n'aura plus de vou-te céleste, et à la place un monde sans contact ni humanité ? Et on commence quand ?

Et pendant ce temps, en plus, tout qui passe. Tout, et en force dès qu'il le faut. Les plans de relance conçus pour enrichir ceux qui ont déjà tout. Le sabotage de l'intérieur de tous les services publics. Le démantèlement de tout, sauf de l'enfer nucléaire. La mise en crise de toute redistribution des riches-ses. Les trahisons et complaisances de ceux qui pré-tendent parler au nom des autres, syndicats, partis ou journalistes. Les morts par milliers faute de lits d'hôpitaux ou de solidarité, et les lits et les frontiè-res qui ferment encore, les poursuites individuelles avec arrachage de main à la grenade pour la moin-dre fête, et les flics qui frappent encore, la leçon de morale à chaque journal, le déni de réalité, la guerre organisée de tous contre tous. Tout qui passe. Et tu crois que tu vas tirer ton épingle du jeu ?

Les personnes qui ont procédé à ces sabotages ont le courage des oiseaux : de ceux qui chantent enco-re dans le vent glacé. Elles prennent tous les risques et s'abîment à tenter d'empêcher notre cage com-mune de se refermer plus solidement que jamais dans l'histoire. Elles font ça pour tout le monde. El-les ne causent que des dégâts matériels, quand d'autres détruisent l'humanité et la vie en répan-dant la peur. Les coeurs épris de liberté et de justice ne peuvent que les soutenir de toutes leurs forces et rejoindre leur combat : elles nous y attendent de-puis des siècles, aux côtés de toutes celles et ceux qui ont su se soulever et s'organiser pour un monde meilleur, contre toutes celles et ceux qui nous pré-parent le « meilleur des mondes ».

De l'air ! Il manque de partout, il manque à tout le monde, de George Floyd à Cédric Chauviat, des ma-lades du COVID aux populations confinées et masquées !

De l'air ! Soit le contraire des réseaux de satellites, des réseaux d'antennes, des réseaux d'objets es-pions, des réseaux de flics et de surveillants qui nous nassent de tous côtés !

DE L'AIR, ET LE COURAGE DES OISEAUX !

Site internet La Bogue - Publié le 6 juillet 2021 | Mise à jour le 12 juillet

Bulletin de liaison d'ATTAC 87 septembre /octobre 2021

https://www.ruraletv.fr/2021/09/06/attac87-bulletin-septembre-octobre-2021/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=ruraletv

4- François Jarrige :

« Une technique n'est jamais neutre »

François Jarrige a publié en 2014 *Technocritiques (La Découverte)*.

Dans ce livre, il revient sur trois siècles de contestation des machines.

<https://usbeketrica.com/fr/article/francois-jarrige-une-technique-n-est-jamais-neutre>

(...) Et puis, il y a un facteur générationnel à l'œuvre : la nouvelle génération qui arrive aux commandes et prescrit les usages est beaucoup plus technophile que par le passé. Pour résumer, je dirais donc qu'il y a une minorité d'enthousiastes, une autre minorité de résistants, mais que l'immense majorité des gens suit le mouvement. Le grand changement, c'est qu'aujourd'hui, la technologie est beaucoup plus prescriptive qu'auparavant : chaque fois qu'on fait face à un problème politique, social ou économique, la solution mise en avant est technologique. Les gens souffrent de solitude ? On répond en développant les communautés virtuelles...

(...)

Internet a modifié beaucoup de chose. Dans les années 1980–1990, on a assisté à une réactivation de l'enthousiasme technologique avec l'idée que ces technologies offraient de nouveaux instruments de pouvoir. Un nouveau discours s'est développé - Internet redonnerait de l'autonomie aux acteurs – qui a contribué à réactiver l'argument de la neutralité de la technique. Bien sûr qu'un outil peut (presque) toujours faire l'objet d'usages différents, mais le numérique crée surtout un nouveau milieu, un nouvel espace de vie, il redéfinit le champ des possibles. Le débat est un peu faussé : une technique n'est jamais neutre car elle redéfinit toujours les rapports sociaux. Il faut comprendre que ce thème de la neutralité s'est construit historiquement mais pose problème, il vise à empêcher toute réflexion réelle sur les choix techniques et les dispositifs techniques eux-mêmes pour renvoyer le débat à la question floue des usages...

(...)

(au sujet des hackers) Ce qui pose problème, par contre, c'est l'idée qu'il faut d'abord devenir un expert des outils techniques pour pouvoir les détourner. On peut interpréter ça comme une forme de propagande : finalement, c'est une façon de sortir le numérique du débat politique puisque le numérique ne serait que le préalable à l'action et à la critique. Et puis, c'est une vision un peu élitiste de la révolution.

(...)

Je ne suis pas certain qu'Internet introduise une discontinuité si forte que ça en matière de démocratisation du savoir, malgré la multitude d'avis autorisés qui défendent cette thèse. Avec Internet, on peut faire passer toutes les idées possibles, mais on peut aussi fabriquer de l'ignorance. On est quand même très loin de la société de la connaissance qu'on nous promettait. En pratique, c'est une énorme bouillie, comme disait le dessinateur Cabu qui utilisait peu le Net ça s'apparente souvent à un « robinet à conneries ». On le voit bien quand on demande aux élèves de faire un travail écrit à domicile, c'est terrible !

(...)

Encore une fois, il n'existe pas réellement de mouvement critique de la technologie mais une multitude de doutes et d'initiatives qui ne sont pas structurés de façon homogène. Les raisons de critiquer telle ou telle trajectoire technique sont multiples : elles peuvent être sociales, politiques, écologiques, selon les périodes l'un des enjeux s'impose sur les autres. Aujourd'hui les trois types de critiques se rencontrent, d'où la singularité du moment que nous vivons. Les ZAD sont constituées d'individus aux profils très différents, dont une bonne partie sont bien conscients que la question technocritique est essentielle. À Notre-Dame-des-Landes, la question technologique n'est pas totalement secondaire mais ils n'insistent pas là-dessus car ce n'est pas audible médiatiquement. Cela dit, critiquer un barrage et ses dégâts écologiques, ou bien la construction d'un aéroport, c'est bien un discours technocritique, car derrière, c'est aussi la critique d'un mode de vie lié à ce type d'infrastructures. C'est une manière de remettre en question les choix technologiques faits au XXe siècle. C'est encore un peu tôt pour avoir une analyse très poussée mais le mouvement des ZAD est intéressant parce qu'il combine la critique morale, la critique sociale et la critique écologique de la technologie, c'est-à-dire les trois grands champs de la technocritique telle qu'elle a pu s'exprimer depuis deux siècles.

5- L'agriculture malade de la technologie.

Reporterre

<https://reporterre.net/L-agriculture-malade-de-la-technologie>

L'agriculture industrielle nourrit mal la population, et ses alternatives inoffensives ne sont destinées qu'aux classes aisées, défendent les auteurs du livre « Reprendre la terre aux machines ». Pour eux, les

alternatives (bio, Amap) doivent s'inscrire dans un projet politique dépassant la seule question agricole : rompre avec les logiques de marché et de technologisation.

(...)

Cinq ans et des milliers de lignes lues plus tard, ledit jeune homme qui a mûri obtient confirmation de cette analyse avec *Reprendre la terre aux machines*, ouvrage collectif de L'Atelier paysan paru pendant la crise du Covid-19. Avec une explosion du nombre de demandeurs d'une aide alimentaire — en octobre 2020, 26 millions de personnes déclaraient ne pas avoir les moyens de manger comme elles le souhaitent —, celle-ci a dramatiquement mis en lumière un problème structurel : l'agriculture industrielle ne nourrit pas les gens.

(...)

Ainsi, un événement apparemment aussi banal et technique que l'arrivée du tracteur dans les fermes révèle in fine un projet politico-économique : « L'intégration de l'agriculture à l'industrie et la transformation de l'agriculture elle-même en industrie extractiviste, simple pourvoyeuse de matières premières et débouché majeur pour les industries pétrochimiques. » Et ce faisant, « en cessant d'être des paysans, les agriculteurs sont devenus des travailleurs de l'industrie comme presque tout le monde », si ce n'est « leur statut d'indépendant qui rend possible une rémunération indigne de leur travail ».

(...)

Mais, me direz-vous, toutes ces choses sont bien connues. Et, fort heureusement, il existe une kyrielle d'alternatives pour une alimentation de qualité et une juste rémunération de leurs producteurs ! L'agriculture biologique, la permaculture, les circuits-courts, les Amap, etc. Sauf qu'à l'échelle systémique, ces alternatives ne résolvent aucunement le problème. Pire : elles le consolideraient. Car aux yeux des auteurs de *L'Atelier paysan*, « aussi précieuses soient-elles, ces alternatives ne constituent pas un projet politique en elles-mêmes, et ne mettent pas en danger l'agriculture industrielle. Elles en fournissent plutôt le complément de gamme, notamment pour l'alimentation des fractions aisées de la population. » Un exemple pour bien comprendre l'impuissance de ces initiatives à contrer l'agrobusiness : en vingt ans d'un travail aussi remarquable que méticuleux, l'association Terre de liens a sauvé 200 fermes. Soit l'équivalent du nombre d'exploitations qui disparaissent chaque semaine en France.

(...)

Plutôt que changer le système pour toutes et tous, la profusion d'alternatives agricoles l'aurait plutôt stabilisé, disqualifiant, par l'existence même de ces offres sur le marché, toute critique généralisée. En résulte un « clivage de classe autour de l'alimentation » plus marqué que jamais. D'un côté, les classes aisées peuvent consommer une nourriture de qualité chez Biocoop ; de l'autre, les classes populaires doivent se contenter d'Aldi, quand ce n'est pas des Restos du cœur.

(...)

Dès lors, comment sortir l'agriculture du capitalisme ? Pour ce faire, il n'y a pas une solution miracle, mais une myriade de tactiques à déployer, tant à l'échelle locale que nationale et transnationale. En premier lieu, les auteurs appellent à s'appuyer sur les initiatives existantes, notamment en les réinscrivant dans un tissu de luttes qui dépasse la seule question agricole. L'essai égrène un certain nombre d'exemples récents d'alliances locales : la lutte réussie des paysans et des zadistes à Notre-Dame-des-Landes, celle toujours en cours des agriculteurs et des habitants du Triangle de Gonesse contre Europa City puis le Grand Paris ou encore celle naissante des jardins ouvriers des Vertus à Aubervilliers, que les cultivateurs et riverains défendent contre les Jeux olympiques et leur lot de béton. Ce faisant, il s'agit de dépasser « l'écologie sans conflit » dont rêvent plusieurs acteurs de l'agriculture alternative et de « faire le deuil de l'idée que le monde puisse changer sous l'effet de nos choix personnels ».

(...)

Néanmoins, il manque à toutes ces luttes, défensives pour la plupart, un horizon politique susceptible de les multiplier et de les renforcer. Sans cependant prétendre au titre d'avant-garde éclairée, l'Atelier paysan esquisse quelques perspectives de transformation radicale de l'agriculture, en France comme ailleurs, à même de coordonner des actions éparses. Parmi ces perspectives, chercher la désescalade technologique, à rebours de l'invasion des champs par la robotique, les algorithmes et l'intelligence artificielle, sources d'un nouvel endettement des exploitants et donc d'une nouvelle hécatombe sociale, et viser au contraire « des communautés paysannes technologiquement autonomes », à l'abri des banques et des industriels. En second lieu, rompre avec les logiques de marché auxquelles ont souscrit bon nombre d'alternatives agricoles en initiant une véritable socialisation de l'alimentation. S'inspirant de la Sécurité sociale telle qu'elle existait aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, les auteurs ambitionnent une Sécurité sociale de l'alimentation allouant à chaque citoyen une somme lui permettant de se nourrir décemment et, surtout, de leur donner le choix de ce qu'il mange et de la manière dont on le produit. Une telle mesure permettrait, au bout du compte, la réorganisation complète de la filière agricole, en accord entre citoyens et paysans.

6- Félix Tréguer: « Des technologies de surveillance se normalisent à l'aune de cette crise »

Le Temps

<https://www.letemps.ch/societe/felix-treguer-technologies-surveillance-se-normalisent-laune-cette-crise>

« (...) on observe globalement une forme de solutionnisme technologique. La mode du big data et de la pensée computationnelle [approche prônant l'utilisation de l'informatique pour résoudre des problèmes complexes] est en vogue depuis plusieurs années. Des anthropologues et spécialistes de la santé ont mené des recherches sur des épidémies passées pour mesurer l'efficacité de telles mesures. En 2014, pendant l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, il y a eu des tentatives d'utilisation des données de géolocalisation des téléphones portables pour modéliser et endiguer la propagation du virus et cela s'est soldé par un échec. L'anthropologue médicale Susan Erickson a montré que d'autres approches plus traditionnelles et de bon sens avaient été négligées. On peut se demander si on ne se dirige pas aujourd'hui vers l'adoption de technologies à l'efficacité partielle et profondément préoccupantes pour les libertés

(...)

Cette idée me semble relever d'une vision naïve de l'outil. Le fait qu'on soit une société à ce point informatisée sur le plan économique et politique et que l'on puisse sociabiliser via les réseaux sociaux a rendu les mesures de confinement drastiques. Au XIXe siècle, c'était l'apanage des régimes totalitaires. Les technologies ont rendu un tel dispositif soutenable pour les États. Sans le numérique, ces décisions auraient été ressenties de façon plus violente et auraient été moins facilement acceptées.

7- De l'imprimerie à l'internet, la contre-histoire des médias de Félix Tréguer.

<https://maisouvaleweb.fr/de-limprimerie-a-linternet-contre-histoire-medias-de-felix-treguer/>

« le Comité pour la liquidation ou la destruction des ordinateurs (CLODO) fait par exemple parler de lui en France. Il s'agit d'un groupe anarchiste qui met à feu les équipements informatiques des grands groupes privés ou publics dans la région de Toulouse, expliquant en substance que, dans un monde saturé de rapports de domination, l'informatique ne peut être qu'un outil de plus aux mains des dominants. Le CLODO s'inscrit ainsi dans une longue série d'actions de sabotages physiques d'ordinateurs entamées dès les années 1960 aux Etats-Unis, puis en Italie avec les Brigades Rouges ou en Belgique avec les communistes d'Action directe (...) Pour mesurer ces évolutions, il faut par exemple se rappeler que les membres d'un groupe comme le CLODO, qui provoquait pourtant des millions de francs de dommages, n'ont jamais été retrouvés ni condamnés. À l'époque, la police expliquait aux entreprises visées qu'elles n'avaient qu'à mieux sécuriser leurs installations ! La presse parlait d'eux comme des lanceurs d'alerte.

(...)

Dans cette période d'informatisation, tu décris de nombreux mouvements qui envisagent un renouveau démocratique grâce aux ordinateurs et aux réseaux. Qui sont-ils ? et pourquoi leurs espoirs finissent par être douchés ?

Il y a clairement une utopie qui émerge en lien avec les nouveaux espaces de sociabilité en ligne, comme les BBS (des services d'échanges de messages en ligne) ou les chatrooms puis surtout le Web, où on peut trouver des informaticiens, des professions intellectuelles et d'autres catégories qui commencent à penser les réseaux comme de nouveaux outils d'expression et de communication militante. La mouvance altermondialiste des années 1990 en sera d'ailleurs une matrice fondamentale. En France, Le R@S, un hébergeur de mailing lists et de sites web, émerge dans le contexte du mouvement contre la réforme des retraites en 1995. Très lié au mouvement social, il va équiper des syndicats, des mouvements comme ATTAC mais aussi des associations antiracistes ou de soutien aux personnes précaires. Des informaticiens jouent littéralement le rôle d'administrateurs systèmes pour ces mouvements qui s'approprient ces nouveaux moyens de communication. C'est une période d'expérimentation au cours de laquelle émergent certains espoirs, mais ces derniers sont assez vite déçus : la marchandisation d'Internet pointe déjà, et les projets de loi répressifs aussi, qu'ils soient justifiés par la lutte contre le terrorisme, contre les contenus racistes ou pédopornographiques. Dès le milieu des années 1990, on assiste à une première vague de législations auxquelles se heurtent les groupes d'informaticiens politisés et alors très écoutés, comme Laurent Chemla, l'un des cofondateurs de l'Association des utilisateurs d'Internet (fondée en 1996). Bientôt, ce seront aussi les premières défaites, surtout après les attentats de 2001 quand de nombreuses lois encore tenues à distance entrent progressivement dans l'arsenal juridique. Une première génération de militants commence à se fatiguer. Je fais partie pour ma part d'une seconde génération, apparue au tournant des années 2000. A cette période, on assiste en Europe à la réactivation de certains groupes tombés en sommeil, comme l'EDRI (European Digital Rights), ou à l'émergence de nouveaux groupes comme La Quadrature du Net, qui vient en 2008 prendre la suite d'associations comme l'IRIS (Imaginons un Réseau Internet Solidaire). On anime alors de fortes mobilisations contre Hadopi ou l'ACTA, au niveau européen. Mais c'est surtout la réponse apportée par les États à Wikileaks et les suites des fuites permises par Snowden, en lien avec l'oligopolisation croissante de l'économie numérique, qui pour nous vont parachever la désillusion.

(...)

A La Quadrature du Net, nous essayons à travers des recours, de faire valoir ces interprétations subversives du droit pour démanteler certains modèles économiques. Mais même si je crois que ce combat juridique reste fondamental, même si je pense que nos interprétations sont les bonnes, il y a de grandes chances que l'on perde ces batailles, tant le droit reste soumis à un contexte politique et à des impératifs d'ordre économiques. Quant à la CNIL, l'amenuisement progressif de ses prérogatives montre là encore les limites de l'approche juridique. Sur le long terme, elle a été incapable d'arrêter le développement d'une société de surveillance, ce qui constituait pourtant sa raison d'être. Lorsqu'on regarde son rôle dans les débats sur la « Safe City » par exemple, il consiste juste à rappeler le cadre juridique, sans aucune volonté d'être dans une démarche politique. Comme si cela reviendrait à outrepasser son mandat. En 2004, la CNIL a perdu son pouvoir d'avis conforme pour la surveillance d'État

(...)

Mais il ne faut plus se voiler la face. Une des leçons que je tire de cette histoire, c'est que si nous n'avons pas réussi à atteindre nos objectifs avec des approches juridiques et technologiques traditionnelles dans un contexte favorable, nous n'y arriverons pas plus aujourd'hui. Dans les années 1980, au moment de l'essor de l'informatique, nous avons des mouvements qui pouvaient compter sur des machines maîtrisables par les individus, accessibles aux hackers et aux autodidactes, avec des réseaux de communication souvent autogérés. Le contexte technologique était à la décentralisation de l'informatique. Sur le plan politique, avant la chute du mur de Berlin, le discours sur les libertés était une vraie monnaie d'échange et une stratégie de distinction Est-Ouest. Puis vint l'ère de la mondialisation heureuse, la fin de la guerre froide et le néolibéralisme triomphant. Le contexte était là encore relativement favorable, d'où des décisions historiques des cours constitutionnelles qui résistaient encore aux velléités répressives des États. Aujourd'hui, tant sur le front technologique que politique, le contexte qui est le nôtre est très défavorable. Nous vivons une guerre sans fin contre le terrorisme qui mène à une véritable injonction sécuritaire. Au même moment, nous atteignons une nouvelle étape de l'informatique avec une recentralisation très forte liée à l'essor du big data et de l'intelligence artificielle, qui conduit à une automatisation massive des grandes bureaucraties. Dans ces conditions, il me paraît très difficile de créer les conditions juridiques et technologiques pour concilier, informatique et libertés. Face à cette situation, la solution ne peut plus résider seulement dans la stratégie des « accommodements raisonnables ». Contre la prolifération de l'informatique de contrôle, nous devons affirmer un refus, et ouvrir nos imaginaires politiques et nos répertoires d'action à l'expression de ce refus. D'autant qu'il y a je crois dans ce refus matière à créer de nouvelles solidarités entre des mouvements sociaux travaillant sur des enjeux diverses.

8- Notes de lecture.

Félix TRÉGUER, *L'utopie déçue : une contre-histoire d'Internet, XV e-XXI e siècle*

Paris, Fayard, coll. « Histoire de la pensée. À venir »
<https://www.cairn.info/revue-reseaux-2020-4-page-209.htm>

C'est en retraçant le développement des moyens de communication dans quatre chapitres chronologiques – Genèse (XV e-XX e), Informatisation (1930-1980), Subversion (1980-2001), Reféodalisation (1990-2020) – que l'auteur souhaite défendre la thèse de son essai : d'abord utilisés à des fins subversives, le pouvoir étatique en reprend toujours la main pour persévérer dans son être.

(...)

C'est dans la dernière partie que l'auteur retrace ce qu'il considère comme la fin de l'utopie. Il rappelle que le tournant des années 1990 est marqué par une répression policière sévère du milieu des hackers et une métamorphose de leur image de plus en plus assimilée à celle de terroristes. Mais c'est dans les deux derniers chapitres que F. Tréguer répond à son intrigue : comment la « police de l'espace public » parvient à reprendre le contrôle sur une technologie d'émancipation. Le premier montre comment, surtout après le 11 septembre 2001, la lutte antiterroriste au nom de la raison d'État constitue une porte d'entrée aux méthodes illégales de surveillance de masse, au durcissement législatif visant à criminaliser l'hactivisme et censurer les paroles subversives sur la toile, et aux pratiques extra-légales de dissuasions et d'attaques informatiques pour lutter contre la prolifération des fuites (leaks) d'informations publiques et/ou privées. Le second explique la manière dont se sont renforcées la surveillance et la censure. La surveillance s'est accrue grâce aux collaborations entre États et géants numériques pour l'échange d'information. Quant à la censure, elle a été renforcée en incitant les intermédiaires à supprimer les contenus « dangereux » dès qu'ils sont repérés par un dispositif algorithmique de plus en plus automatisé.

9- Félix Tréguer : «L'informatique accentue les rapports de pouvoir plus qu'elle n'égalise les rapports de force»

https://www.liberation.fr/debats/2019/12/15/felix-treguer-l-informatique-accentue-les-rapports-de-pouvoir-plus-qu-elle-n-egalise-les-rapports-de_1769374/

Les pionniers d'Internet y croyaient dur comme fer : en permettant à chacun de s'exprimer, de communiquer, de partager, l'ordinateur personnel et le réseau allaient radicalement bouleverser les rapports de pouvoir. Pour celles et ceux qui ont vu dans l'informatique une promesse d'émancipation, la désillusion, à l'heure de la surveillance étatique de masse et de la domination des grandes plateformes numériques, est sévère. Ce mouvement de balancier, Félix Tréguer, chercheur associé au Centre internet et société du CNRS et post-doctorant au Centre de recherches internationales (Ceri-Sciences-Po), l'a replacé dans l'histoire longue des rapports entre l'Etat et les moyens de communication, des luttes entre pouvoirs centraux et contestations, depuis la naissance de l'imprimerie jusqu'à nos jours. Mais l'ouvrage tiré de sa thèse, *Utopie déçue. Une contre-histoire d'Internet, XVe-XXIe siècle*, peut aussi se lire, à bien des égards, comme le contrepoint critique à dix ans de militantisme numérique - Tréguer est l'un des cofondateurs de l'association la Quadrature du Net. Face à la fuite en avant technologique, quand l'automatisation s'étend à tous les champs de la vie sociale et jusque dans nos intimités, il est temps, dit-il, d'opposer des refus collectifs et de réinvestir l'idée d'une désescalade.

(...)

Nombre de pionniers de la cyberculture voyaient dans la technologie elle-même le moyen de «refaire société». Au risque de désertir le terrain de la lutte politique ?

C'est un enjeu qui traverse les mouvements d'émancipation : faut-il pénétrer le système politique pour le changer de l'intérieur, exercer une pression depuis l'extérieur pour le transformer, ou bien créer des formes de vie alternatives, abritées des formes de domination qui ont cours dans la société «mainstream» ? Cette stratégie de la fuite était le pari de certaines figures importantes de l'utopie internet, comme John Perry Barlow [poète et militant américain, auteur en 1996 de la «Déclaration d'indépendance du cyberspace», ndlr], avec l'idée que le réseau, du fait de ses propriétés techniques, resterait abrité de la souveraineté des Etats. On retrouve un point de vue un peu similaire, même s'il

s'inscrit dans une stratégie de lutte politique, chez un penseur anarchiste comme Hakim Bey, avec les «zones d'autonomie temporaires». Or ces discours très influents dans les années 90 ont été depuis largement démentis : échapper aux appareils de surveillance reste extrêmement difficile, et cette stratégie de la fuite, si elle est encore possible, n'est accessible qu'à des élites techniciennes. Après dix ans d'engagement dans ces débats, je suis convaincu que l'informatique tend davantage à accentuer les rapports de pouvoir qu'à égaliser les rapports de force, ce qui pose d'importantes questions stratégiques.

(...)

Dans le régime disciplinaire qui prend corps au XIXe siècle et que symbolise la loi de 1881 sur la presse, on accorde quelques libertés, mais on compte sur la figure du directeur de publication pour discipliner ceux qui s'expriment dans les médias, sous le contrôle du juge. Aujourd'hui, la censure est extrajudiciarisée, reposant de plus en plus sur les multinationales du numérique. Elle s'automatise et se massifie grâce aux techniques d'intelligence artificielle, devenant quasiment indétectable. Pour reprendre la formule de Gilles Deleuze, nous sommes bien dans une époque où la machine informatique participe de l'avènement de «sociétés de contrôle», même si l'on voit apparaître des phénomènes nouveaux, comme le «capitalisme de surveillance» basé sur la prédation des données personnelles.

(...)

Foucault résume ainsi la grande question qui se pose à toute approche critique et contestataire, théorique ou militante : comment déconnecter la croissance des capacités, que permet notamment le progrès technologique, de l'intensification des relations de pouvoir ? C'était justement l'une des grandes promesses d'Internet que de mettre fin à cette corrélation. Or, je crois que nous avons échoué. Les stratégies qui visent à juguler les effets néfastes de l'informatique et son imbrication aux dispositifs de pouvoir, en s'appuyant sur le droit - le droit des données personnelles notamment - ou sur des réponses techniques - comme le développement de la cryptographie pour protéger la vie privée -, touchent clairement à leurs limites. Il faut sans doute les articuler avec un refus plus radical. Il me semble que le phénomène d'automatisation croissante des bureaucraties, présenté comme inéluctable au nom de l'efficacité, de la rationalité, du moindre coût, génère un malaise de plus en plus grand. On l'a vu dans l'opposition à Parcoursup [l'application qui gère l'affectation des bacheliers dans les universités], on le voit avec les parents d'élèves qui s'opposent à l'expérimentation de la reconnaissance faciale dans les établissements scolaires. Ce sont autant de signes de résistance à des formes de gouvernement par l'informatique, à partir desquelles il faudrait pouvoir construire une réponse collective.

(...)

Ma conviction est que, dans un contexte de dérive sécuritaire et de recentralisation très forte des capacités de stockage et de calcul aux mains de grands acteurs privés, avec le développement du «big data» et de l'intelligence artificielle, il faut savoir affirmer un refus collectif des nouvelles technologies de contrôle social. Le ressenti négatif que génère l'informatisation est encore noyé dans une forme d'extase vis-à-vis de la praticité, et dans une sacralisation de la technologie qui permettrait de résoudre les problèmes politiques - une sacralisation dans laquelle s'inscrit aussi, à sa manière, l'utopie internet. Ce type de discours fonctionne encore à plein régime, mais les résistances qui se nouent dans notre confrontation quotidienne, intime, aux dispositifs de pouvoir informatisés sont autant de points d'appui. C'est à ce titre que les discours et les répertoires d'action des générations passées sont porteurs de leçons et de pistes pour l'avenir, parce qu'ils aident à réinvestir l'idée d'une désescalade technologique. Même si cela peut paraître irréaliste, construire un futur désirable pour l'humanité nécessitera de résister à la fuite en avant à laquelle nous assistons.

10- Quand la tech flique les Français : bienvenue dans la "technopolice".

Marianne

<https://www.marianne.net/societe/big-brother/quand-la-tech-flique-les-francais-bienvenue-dans-la-technopolice>

Marianne : En utilisant les GAFAM pour traquer les fraudeurs fiscaux, n'est-on pas dans une reprise en main des services publics par les géants privés du numérique ?

Bastien Le Querrec : Exactement. On se rend compte que les États sont contraints de collaborer avec ces grandes entreprises, jusqu'à se demander si on ne délègue pas une mission de service public. Personne ne sait d'ailleurs qui contrôle tout cela. Est-ce sous l'œil du privé ou du public ? Dans le cas précis de Google Maps, rappelons que ce dispositif se fait en dehors de tout cadre réglementaire, ce qui induit un flou juridique important et pose la question des droits aux recours effectifs, comment peut-on contester dans ce cas ? (...)

Quels problèmes cela pose-t-il ?

Une ville qui veut détecter des comportements anormaux en déléguant ce travail à une entreprise privée lui arroe, de fait, le droit de décider ce qui est un comportement anormal. Cela pose des questions de démocratie et a des répercussions concrètes dans la vie de tous les jours. Un autre problème c'est l'opacité de ces décisions et leur absence d'encadrement. À Valenciennes, c'est Mediapart au mois d'août qui révèle l'existence d'un système de vidéosurveillance automatisée depuis plusieurs années. La Cnil (commission nationale de l'informatique et des libertés) a émis un avertissement contre la ville, rappelant qu'il n'existe aucun encadrement législatif pour permettre cette surveillance. Et Valenciennes n'est pas le seul exemple. Beaucoup utilisent des algorithmes conçus par des entreprises privées de façon totalement opaque et sauvage (...)

Toutes ces questions de surveillance automatisée font directement penser à la Chine...

Totalement. D'ailleurs, il y a une dissonance sur la vision de l'utilisation de ces technologies en Chine et en France. Lors du premier confinement, les Chinois ont utilisé des drones équipés de haut-parleurs pour inciter les gens à rester chez eux, ce qui a fait beaucoup réagir. En revanche, chez nous, lorsque le préfet de police montre sa flotte de drones, les remarques sont bien plus lisses. En réalité, nous faisons exactement la même chose qu'en Chine. L'utilisation de drones à des fins de surveillance devrait tous nous inquiéter. Malheureusement, la Cnil, par manque de moyens ou de volonté politique, est peu active pour dénoncer ces dérives.

11- Démasquons la liberté.

Cerveaux non disponibles

<https://cerveauxnondisponibles.net/2021/04/22/demasquons-la-liberte/>

Imaginons une personne ayant passé 5 ans dans le coma et qui se réveille aujourd'hui. Elle réalise que la culture, les concerts, le cinéma, la danse ou le théâtre n'ont plus leur place. Que les discothèques, les restaurants, les cafés sont fermés. Qu'il est désormais mal vu de se réunir entre amis. Que les fêtes sont pointées du doigt. Elle constate que les citoyens sont sous couvre feu, que leurs déplacements sont limités et contrôlés, qu'ils ne peuvent s'éloigner de chez eux que pour aller travailler.

Elle apprend qu'il est désormais interdit de filmer la police, que celle-ci a des pouvoirs accrus et quasi sans limites. Que la surveillance a été généralisée et, qu'il s'agisse d'actes ou d'opinions, que tous les citoyens sont désormais espionnés par l'État et la police. Et elle découvre que le combat principal pour retrouver ses libertés... serait de pouvoir enlever son masque ?

12- L'émancipation des peuples est retombée à un niveau antédiluvien.

Cerveaux non disponibles

<https://cerveauxnondisponibles.net/2021/08/07/lemancipation-des-peuples-est-retombee-a-un-niveau-antediluvien/>

Vous avez certainement entendu parler de la loi sécurité globale ou de la loi contre le séparatisme. Deux des dernières lois scélérates récemment combattues et pourtant... Il n'a également échappé à personne que le seul pays ayant sorti son économie en pole position de la pandémie est une dictature et que beaucoup d'états comme la France sont en train de prendre modèle dessus. Sur la Chine. Il serait peut être donc temps de remettre en question cette économie que les états vénèrent religieusement. Aujourd'hui le pouvoir étend son rôle policier et sa normalisation violente et discriminante sur l'aspect sanitaire de nos vies.

S'il entend désormais nous supprimer des droits selon l'état de notre carnet de santé (renommé pour l'occas en passeport sanitaire), c'est aussi car il arrive fort de toutes les luttes passées qu'il a gagné. Les atteintes sur les gilets jaunes, sur les Zad, sur les migrants, sur le système de santé, sur la nature entière...

Conscients de ses victoires, il est plus que jamais crucial de savoir frapper à la racine de l'autoritarisme. De ne plus faire de concessions aux petits pouvoirs qu'on subit et à ses sommes de verticalités qui s'imposent un peu partout en prétextant d'une efficacité qui se trouve être une loi du plus fort qui nous asphyxie. Cela n'aboutit qu'à des formes d'obscurantismes où un souverain et son système s'impose à tout le monde. Voyez ou nous a mené l'idéologie managériale... Cela n'aboutit qu'à suivre et subir. A la manière d'un Macron qui décide de tout, tout seul et pour tous : un génocide des intelligences humaines.

Avec le covid, l'émancipation des peuples est retombée à un niveau antédiluvien. Jamais nous n'avions autant été obligés de dépendre d'un seul gourou et de son armée de flics pour nous y contraindre en cas de volonté de s'organiser autrement.

Si les gilets jaunes ont réussi à être le plus grand mouvement populaire depuis mai 68, c'est avant tout parce qu'il s'était d'emblée organisé horizontalement, radicalement et un peu partout. Répandant ainsi le débat, l'intelligence tactique et politique entre les mains de quiconque voulait s'occuper du futur à construire. De la terre et d'une société à réparer.

C'est peut être ce génie populaire de vouloir tout remettre en question et d'être prêt à renverser la table qui manque aujourd'hui dans les manifestations anti pass sanitaire.

13- LIBRE, PEINARD, SANS PORTABLE.

L'âge de faire

<https://lagedefaire-lejournal.fr/libre-peinard-sans-portable/>

Ex-porte-parole de *Robin des toits*, Étienne Cendrier non plus n'a jamais goûté au portable. Pour être en cohérence avec son combat ? Pas seulement.

Aussi addictif que la clope

« J'ai eu des problèmes à arrêter la clope, donc je n'ai jamais commencé le portable. J'ai immédiatement fait le lien. Le portable est totalement addictif, mais, comme pour la cigarette, si on n'a jamais commencé, on s'en passe très bien. »

(...)

« Une sorte de masochisme »

L'un des arguments qui revient souvent : celui de la liberté. « La liberté de n'être relié à personne ni d'être tracé, précise Man. C'est pas rien ! Être joignable à tout moment, c'est s'attacher volontairement avec une sorte de lien invisible, je vois ça comme une sorte de masochisme. » « Dès que tu as un portable, on imagine que tu dois être joignable n'importe où, n'importe quand, observe Étienne Cendrier. Tu peux le mettre sur répondeur, mais tu as quand même un délai de réponse qui est limité. Moi, je n'ai pas ça, donc je suis vraiment libre. »

Michel met aussi en avant la sérénité et une certaine présence au monde. « Quand je suis chez des amis, je suis pleinement avec eux. Je ne suis pas chez eux en train de regarder si quelqu'un d'autre m'envoie un message. » Pour Anne-Laure, la vie sans portable, c'est... la vie, tout simplement ! « Un soir, après le boulot, je devais rejoindre mon compagnon à une fête, en pleine campagne, avec des petites routes, des lieux dits... Il faisait nuit, j'ai tapé à des portes, demandé mon chemin, c'était comme un jeu de piste, c'était merveilleux ! J'aime l'imprévu, j'aime l'aventure, j'aime l'imagination, j'aime improviser. Un portable serait une bride. »

Nicolas Bérard

14- Arrêtez d'éduquer, achetez une nounou connectée.

L'âge de faire

<https://lagedefaire-lejournal.fr/arretez-deduquer-achetez-une-nounou-connectee/>

Parents, vous ne servez à rien ! On a trouvé un truc qui gronde moins souvent et qui fait mieux les « gouzis-gouzis ». Le bidule s'appelle Alexa. Je l'ai rencontrée dans l'appart d'un couple d'amis. Elle était posée là, sur un coin de table de cuisine, entre un bol de cacahuètes et une bière entamée, en train de prendre l'apéro avec nous.

Alexa est ronde et s'allume en bleu pour parler. Pour couronner le tout, « l'appareil embarque un woofer de trois pouces, un duo de tweeters frontaux et un traitement dolby ». Ne me demandez pas ce que c'est, mais quand même ça en jette vachement. Le schmilblick leur a été offert à Noël pour une centaine d'euros. Et depuis, elle fait vraiment partie de la famille. Alexa allume les lumières de la pièce, lance un minuteur pour le four et rajoute des bananes sur la liste de courses. Elle obéit à tous les ordres avec son intelligence artificielle. C'est avec sa voix suave de robot enrhumé qu'elle répond à toutes mes questions : Alexa, tu penses quoi du conflit israélo-palestinien ? « Selon Wikipédia, le conflit gnagnagna... » Alexa, c'est quoi le bonheur pour toi ? « Désolé, je ne connais pas la réponse à cette question. » Et Alexa, tu penses quoi de Jeff Bezos ? « Je lui donne cinq étoiles. »

Oui, parce qu'Alexa est sortie du cerveau des petits génies d'Amazon, l'une des plus grandes multinationales du monde. L'assistante vocale est la déesse de la pensée binaire, du monde fait de 0 et de 1. C'est le symbole de l'objet à la con, inutile et polluant. Mais aussi du capitalisme qui a malheureusement du pétrole ET des idées. « Ces besoins sont non seulement aliénants pour la personne, mais ils sont écologiquement néfastes. Leur prolifération sous-tend le consumérisme, qui lui-même aggrave l'épuisement des ressources naturelles et les pollutions », analyse le sociologue Razmig Keucheyan dans un ouvrage sur les « besoins artificiels » (1).

Rangez les langes et les biberons ! C'est Alexa qui capte désormais toute l'attention des morceaux de viande à deux pattes algorithmés qui se déguisent en humains. En soirée, elle lance des blind tests et

fait des blagues pourries. Tout le monde s'en amuse. Elle est aussi capable de se transformer en ado blasée ou en fille en colère sur simple demande. En bon amish qui refuse mordicus tout « progrès », je me suis assez vite agacé. Il s'arrête quand le jouet ? Je me suis même demandé si je ne faisais pas ma petite crise de jalousie. Parce qu'en soirée, les blagues pourries et les conneries, normalement c'est moi qui les dis.

Et puis, à quoi bon faire un bébé, puisqu'on a déjà Alexa ? Pour mieux nous appâter, le géant du commerce en ligne lui a donné du caractère et un prénom. Il faut aussi s'en occuper, la recharger. Au fil des jours, Alexa grandit et devient « de plus en plus intelligente ». Car à des milliers de kilomètres de nous, de gros ordinateurs déchiffrent et analysent les enregistrements des enceintes connectées pour « améliorer l'expérience client ». Et nous cliquer par la même occasion. Toujours allumée, l'assistante vocale s'autorise parfois à enregistrer des conversations privées. Selon une enquête de l'agence de presse américaine Bloomberg, ces « erreurs » représenteraient jusqu'à 10 % des enregistrements écoutés par les employés d'Amazon. L'association La Quadrature du net a recueilli le témoignage de Julie, une « transcripteuse » pour l'enceinte Cortana, développée par Microsoft (2). Elle était chargée d'écouter les conversations et tombait bien souvent sur un numéro de téléphone, une adresse ou un numéro de Sécu...

Ce n'est pas nouveau, nos vies sont hyperconnectées. Alexa nous espionne et nous rend bêtes. Mais il y a peut-être encore pire. Amazon a lancé une version colorée pour... enfants. La nounou virtuelle raconte des histoires à votre place, lance des quiz sur les animaux ou les entraîne au calcul mental. Alexa félicite même les enfants d'avoir utilisé les fameux mots magiques. Demeure encore pour elle le problème de changer les couches de vos enfants. Mais soyez assurés que Jeff planche dessus. C'est sûr, le numérique va nous sortir du caca. Mais pour l'instant, Alexa a encore quelques airs de famille avec le contenu de la dite couche culotte.

Clément Villaume

(1) Razmig Keucheyan, *Les besoins artificiels, Comment sortir du consumérisme* (éd. La découverte, 250 pages, 18 €)

(2) https://www.laquadrature.net/2018/05/18/temoin_cortana/

15- FAUT-IL LIQUIDER LA CNIL ?

L'âge de faire

<https://lagedefaire-lejournal.fr/faut-il-liquider-la-cnil/>

Peut-on espérer quelque chose de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) ? Pour La Quadrature du net, la messe est dite : « On a fait une croix sur la Cnil », assène Bastien Le Querrec, juriste bénévole au sein de l'association. Et il n'est pas le seul.

À l'origine, cette commission a été créée pour défendre les citoyen-nes des abus de fichage et de surveillance rendus possibles par les nouvelles technologies. C'était en 1978. Le gouvernement prévoyait alors d'associer chaque petit gars et chaque petite nana du pays à un numéro, à travers le fichier Safari (Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus), qui devait recouper les informations recueillies par diverses administrations. Le tollé alors déclenché par cette annonce pousse le Premier ministre à créer la Cnil qui doit, censément, veiller à ce que le développement de l'informatique se réalise dans le respect de la vie privée, des libertés individuelles et publiques. Mais alors, qu'est-ce qui coince ?

Au lieu de lutter contre la prolifération des moyens de surveillance et la collecte de données, la Cnil accompagne plutôt le mouvement – et le légitime, donc. Dès 2007, certains groupes (Oblomoff, Pièces

et main d'œuvre...) réclament sa dissolution : « Main dans la main avec les gouvernements et les industriels, [la Cnil] a concrètement travaillé à ce que l'inacceptable semble acceptable (...). Sa mission a consisté à endormir toute critique et toute révolte, en jugeant à notre place et en notre nom de ce qui pouvait porter le nom de liberté ».

Le groupe *Marcuse* note, en 2013, que « la protection que nous offre la Cnil contre les conséquences de la croissance indéfinie des fichiers et des traceurs électroniques nécessite l'existence de ces fichiers. Il y a là plus qu'une lapalissade : toute l'activité et le discours de cette institution présupposent comme un fait indiscutable l'existence et le fonctionnement des fichiers informatiques déjà existants, mais aussi leur multiplication à venir ». (1)

Et les choses se sont encore détériorées.

Depuis 2018, le président de la Cnil est nommé par le président de la République. Le choix de Macron s'est porté sur Marie-Laure Denis, une vraie militante de la liberté issue du bas peuple : diplômée de l'éna, ex-directrice de cabinet du maire de Paris Jean Tibéri, son père a été secrétaire général adjoint à l'Élysée sous Pompidou, tout comme son mari qui l'a été sous Chirac. Résultat : la Cnil en est arrivée à conseiller le gouvernement sur les meilleures façons de passer outre les règles qu'elle est censée défendre. Ça a été le cas avec la loi dite de « Sécurité globale » et ses drones de surveillance. Leur utilisation est incompatible avec le droit européen et a été jugée illégale par le Conseil d'état ? La Cnil préconise au gouvernement de les utiliser à titre expérimental afin de contourner ces règles.

16- Passe sanitaire et impasse des libertés.

Le Monde Diplomatique, septembre 2021

<https://www.monde-diplomatique.fr/2021/09/KEMPF/63458>

(...)

Il appartient désormais à chacun de présenter le fameux « QR code » attestant son statut vaccinal ou sérologique dans de nombreuses activités de la vie quotidienne : aller au restaurant ou au bistrot, prendre un train, voir un film, faire ses courses dans de grands centres commerciaux, rendre visite à un proche à l'hôpital, aller au concert ou dans une petite salle de spectacle... Dès lors, les personnes chargées de contrôler les passes sanitaires (du patron de bar à l'employé du cinéma) peuvent connaître l'identité, mais aussi la date de naissance, de tous ceux qui se présentent. Cela pourrait paraître anodin, mais constitue en réalité une nouvelle entaille dans la toile déjà bien lacérée de l'anonymat. Les dispositifs technologiques auxquels nous nous sommes habitués sans y prendre garde ces dernières années facilitent cette extension de la surveillance. Qui pourrait affirmer que les données relatives au passe sanitaire ne pourraient pas faire l'objet d'une exploitation par des services de police judiciaire ? C'est ce sentiment d'une liberté grignotée, voire garrottée, qui unit, par-delà leurs différences, les centaines de milliers de manifestants qui, depuis le 17 juillet 2021, contestent l'extension du passe sanitaire prévue par la loi du 5 août

(...)

Qu'une pandémie déclenche chez des responsables politiques attachés à l'État de droit la même réaction — limiter les droits des citoyens et accorder plus de pouvoirs au ministère de l'intérieur et à ses agents — que des attentats terroristes suggère qu'un certain mode de pensée se généralise : face à une menace quelconque, l'État identifie la population comme une entité hostile et suspecte.

17- « Si une dictature sauve des vies... »

Le Monde Diplomatique, septembre 2021

<https://www.monde-diplomatique.fr/2021/09/RIMBERT/63495>

Quel rapport officiel français mettrait l'eau à la bouche d'un éditeur nord-coréen ? Celui sur les « crises sanitaires et outils numériques » déposé à la présidence du Sénat le 3 juin 2021 répond à cet exigeant cahier des charges (1). Impressionnés par la « mobilisation numérique générale » décrétée dans plusieurs pays au début de la pandémie, ses trois auteurs, sénateurs de droite et du centre, décrivent avec gourmandise les expériences de vidéosurveillance avec reconnaissance faciale, traçage individuel avec géolocalisation, obligation de conserver sur soi son smartphone allumé, etc. « Ces mesures peuvent sembler très liberticides », reconnaissent-ils, mais leur mise en œuvre a évité ou écourté le confinement général de la population. « Le présent rapport propose donc de recourir bien plus fortement aux outils numériques dans le cadre de la gestion des crises sanitaires ou des crises comparables (catastrophe naturelle, industrielle, etc.). »

Le scénario des parlementaires ferait presque passer les officiers de la Stasi est-allemande pour un détachement de Castors Juniors. Faire respecter couvre-feu, confinement, passe sanitaire et quarantaine « implique de croiser trois types de données : données d'identification, données médicales et données de localisation ». Ces informations nominatives issues des services publics — y compris les dossiers médicaux personnels — et des entreprises privées (transports, géants du Web, opérateurs divers) convergeraient vers une plate-forme baptisée en bon charabia anglo-macronien le Crisis Data Hub. Activé en cas d'état d'urgence, ce panoptique électronique, accessible notamment aux forces de l'ordre, aurait une vocation préventive et répressive.

Dans les deux domaines, les rapporteurs débordent d'imagination. « En exploitant des données génétiques, il pourrait être possible d'identifier immédiatement les personnes réceptives à un variant très rare d'un virus », estiment-ils. Issues des appareils domestiques connectés, les « données d'électrocardiogrammes, de balances connectées, de thermomètres connectés, de caméras thermiques détectant les symptômes fiévreux » faciliteraient les interventions médicales en amont.

Mais la pédagogie n'a qu'un temps, et les trois sénateurs dévoilent soudain leur grand dessein. « Dans les situations de crise les plus extrêmes, les outils numériques pourraient permettre d'exercer un contrôle effectif, exhaustif et en temps réel du respect des restrictions par la population, assorti le cas échéant de sanctions dissuasives, et fondé sur une exploitation des données personnelles encore plus dérogoire. (...)

— le contrôle des déplacements : bracelet électronique pour contrôler le respect de la quarantaine, désactivation du passe pour les transports en commun, détection automatique de la plaque d'immatriculation par les radars, portiques de contrôle dans les magasins, caméras thermiques dans les restaurants, etc. ;

— le contrôle de l'état de santé, via des objets connectés dont l'utilisation serait cette fois-ci obligatoire, et dont les données seraient exploitées à des fins de contrôle ;

— le contrôle des fréquentations, par exemple aller voir un membre vulnérable de sa famille alors que l'on est contagieux ;

— le contrôle des transactions, permettant par exemple d'imposer une amende automatique, de détecter un achat à caractère médical (pouvant suggérer soit une contamination, soit un acte de contrebande en période de pénurie), ou encore la poursuite illégale d'une activité professionnelle (commerce, etc.) en dépit des restrictions. »

Cerise sur le gâteau, les pénalités seraient prélevées instantanément sur le compte des contrevenants.

En contrepartie de ces petits accrocs aux libertés, « on pourrait imaginer que seules les personnes diagnostiquées positives, soit environ 0,1 % de la population fin mai 2021, soient soumises à des mesures d'isolement ».

Si les trois sénateurs avaient salué la version initiale du passe sanitaire comme une « bonne nouvelle », l'extension du dispositif au cœur de l'été a inspiré à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) une mise en garde contre le « risque d'accoutumance et de banalisation de tels dispositifs attentatoires à la vie privée (2) ». Logiquement, les auteurs du rapport pilonnent cette institution qui symbolise à leurs yeux un « conservatisme » hexagonal trop attaché au respect de la vie privée. Gommer cette « sensibilité française de plus en plus décalée, pour ne pas dire complètement absurde », exigera selon eux un « effort pédagogique immense », mais aussi et surtout d'en finir avec les atermoiements sur le risque de dictature numérique (3). « Tout ceci n'est pas le problème, expliquent les parlementaires. Si une "dictature" sauve des vies pendant qu'une "démocratie" pleure ses morts, la bonne attitude n'est pas de se réfugier dans des positions de principe. » Vivement demain...
Pierre Rimbart

18- Promesses et limites du séquençage de l'ADN. L'eldorado de la médecine sur mesure.

Le Monde Diplomatique, septembre 2021
<https://www.monde-diplomatique.fr/2021/09/GUILLEN/63456>

Pour intégrer et utiliser des données génomiques, il faut généraliser un dossier électronique individuel, standardisé et interopérable — c'est-à-dire compatible avec plusieurs systèmes. Jusqu'au 1er juillet dernier, ce dossier médical partagé (DMP), référencé avec le nouvel identifiant national de santé, devait être créé par le patient lui-même ou à sa demande. À partir du 1er janvier 2022, il sera intégré dans le service « Mon espace santé » généré automatiquement pour chaque individu, sauf opposition explicite de sa part. Depuis 2019, la feuille de route stratégique de l'Agence du numérique en santé pilote ce virage, avec, au centre, le DMP et, comme premier jalon, la création d'une passerelle d'accès aux données de santé en décembre 2019 — le controversé Health Data Hub (en anglais dans les documents officiels...) —, interopérable avec le CAD du plan FMG 25. Alors ministre de la santé, Mme Agnès Buzyn en fixait l'ambition : « Mettre rapidement au service du plus grand nombre notre patrimoine de données de santé (5). »
(...)

La « transformation numérique » représente également un axe déterminant du plan de relance de 750 milliards d'euros de l'Union européenne, lancé en réponse à la crise économique liée au Covid-19. Les réformes et investissements susceptibles d'être financés par cette manne « doivent démontrer qu'au moins 20 % des allocations totales du plan sont attribuées aux dépenses liées au numérique (7) ».
(...)

Les auteurs expliquent qu'à ce jour « aucune technologie ne permet d'identifier tous les composants génétiques de caractères complexes », ou que l'étude des associations génétiques a une « valeur prédictive clinique limitée ». En outre, l'identification des personnes à risque peut conduire à une impasse lorsque aucun traitement n'est disponible. Et, si la connaissance d'un risque génétique individuel peut inciter à modifier son mode de vie, le comportement humain demeure complexe et « les tests génétiques ne se traduisent pas nécessairement par de meilleurs résultats cliniques à long terme ». « Tous cancers confondus, quatre-vingts gènes dont la mutation germinale prédispose au cancer ont été identifiés à ce jour. Mais, globalement, ils ne sont la cause que de 5 % des cas de cancer », complète Béatrice Desvergne, biologiste des systèmes complexes à l'université de Lausanne, en Suisse (9).

(...)

Les quelques études évaluant la médecine personnalisée, notamment en oncologie — un domaine où elle s'applique déjà depuis vingt ans —, ont conclu que son efficacité par rapport à son coût ne relevait pas de l'évidence (12). Cette personnalisation de la médecine reproduit dans l'univers de la santé le modèle de l'économie numérique, fondé sur les vertus du sur-mesure, afin de réduire les coûts de production et de promotion de biens. Le but premier reste de créer la plus forte valeur ajoutée possible : le bon produit, pour la bonne personne, au bon moment. Cette personnalisation se fonde presque exclusivement sur les données quantifiables d'un individu.

(...)

L'importance des données qualitatives, des ressentis d'une personne sur sa vie et sa santé, ou du contexte économique, social et environnemental, s'en trouve amoindrie, voire menacée de disparition. Ce qui irait à l'encontre de la définition universellement admise au sein de l'Organisation mondiale de la santé : « La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité (13). » Les techniques de suivi médical avancé, qui traduisent le rapport à l'environnement passé et présent en « données de vie », et la réduction de la thérapie à la prescription de médicaments très ciblés poussent à l'extension de l'emprise industrielle sur nos vies. Au-delà de la maladie, elles englobent l'état général de chacun pour faire apparaître un nouveau type de client : le patient présymptomatique. « Les gens bien portants sont des malades qui s'ignorent », disait déjà il y a un siècle le docteur Knock dans la pièce de Jules Romains (14).

(...)

Cette approche enjoint à tout individu de connaître ses prédispositions et de les surveiller, ce qui augmente la quantité d'informations qu'il aura à gérer, moyennant des services professionnels... du moins pour ceux qui pourront se le permettre. « Il s'agit avant tout d'inciter chacun à déployer toute la gamme de ses possibles actions en vue de maximiser sa santé, observe le philosophe Xavier Guchet. Ces transformations sociales vont de pair avec l'effritement de la notion de responsabilité de la société vis-à-vis des individus, au profit d'une responsabilisation des seuls individus (15). » Les parlementaires s'inquiètent pour leur part de l'avènement d'une tarification médicale en fonction du risque présumé et mettent en garde : « La tentation de lier l'assurance-maladie au comportement du patient sera forte : le risque de remise en cause de la médecine de solidarité entre les bien portants et les malades augmentera (16). »

19- Arrêté pour avoir volé un compteur Linky, il évoque un « délit de solidarité ». Stéphane Lhomme est convoqué par la justice.

Capital

<https://www.capital.fr/economie-politique/arrete-pour-avoir-vole-un-compteur-linky-il-evoque-un-delit-de-solidarite-1413576>

Stéphane Lhomme est connu parmi les opposants au compteur électrique Linky. Il a en effet mené de nombreuses actions contre le compteur communicant et remporté plusieurs procès liés à son engagement contre le célèbre boîtier controversé. Une nouvelle confrontation avec la justice a commencé, lundi 6 septembre : le militant associatif est convoqué devant le tribunal de grande instance de Bordeaux pour le vol d'un compteur Linky. Auprès de nos confrères de Planet, Stéphane Lhomme revendique son acte qu'il qualifie de "délit de solidarité".

Cette histoire commence en novembre 2020, lorsque Stéphane Lhomme est appelé à la rescousse par une femme âgée résidant à Saint-Macaire, un petit village de Gironde. "Il s'agit d'une femme seule, qui habite un logement social dont le tableau électrique est accessible aux installateurs mandatés par Enedis", relate le militant anti-Linky à nos confrères. Seulement, cette femme se voit installer le compteur dont elle ne veut pourtant pas. Une fois arrivé chez elle, Stéphane Lhomme profite "d'un instant d'inattention" des installateurs pour subtiliser le compteur.

Poursuivi pour "dissuader d'autres militants de porter assistance à leurs voisins"

Le militant n'a gardé entre les mains le compteur Linky que quelques minutes avant de le remettre aux employés chargés de l'installation, mais cela a suffi à faire intervenir les gendarmes. Fin connaisseur du droit et de l'actualité liée au compteur communicant, Stéphane Lhomme indique aux forces de l'ordre qu'en installant le compteur dont la résidente ne voulait pas, "les techniciens violaient un arrêté pris par le maire". Enedis a en effet attaqué de nombreuses décisions visant le compteur Linky, mais pas celle prise par la commune de Saint-Macaire. Elle était donc toujours en vigueur au moment des faits, ce que le militant avait alors signalé. À la fin de cet échange, les techniciens sont repartis, ainsi que les gendarmes, et l'habitante de ce village a échappé à l'installation du compteur qu'elle refusait.

Les gendarmes n'avaient toutefois pas dit leur dernier mot. "Alors que je pensais que tout était terminé, j'ai été convoqué par les mêmes gendarmes", rapporte Stéphane Lhomme. Les militaires lui ont alors signifié qu'il était convoqué par le parquet de Bordeaux pour le vol du compteur Linky. "On me reproche un délit de solidarité, pour essayer de dissuader d'autres militants, d'autres citoyens, de porter assistance à leurs voisins", s'insurge Stéphane Lhomme qui assure avoir seulement à cœur de "venir en aide aux personnes vulnérables".